

L'OPPOSITION SYRIENNE A-T-ELLE LES MOYENS DE SES AMBITIONS ?

*Par Claude MONIQUET, Président de l'ESISC
et Dimitri DOMBRET, chercheur associé à l'ESISC*

En guise d'introduction

L'opposition syrienne n'est pas un phénomène nouveau. Pendant plus de quarante ans – depuis le coup d'Etat militaire de 1963 – le baathisme syrien a fait face à une dissidence domestique puis extérieure. Installés en Syrie depuis la fin des années 30, ce sont d'abord les Frères musulmans qui ont mené une lutte farouche contre le régime, avant d'être réduits au silence en 1982.

Depuis l'avènement de Bachar al-Assad à la tête du pays, l'opposition s'articule – en Syrie et à l'étranger – autour d'un agglomérat de différentes organisations des droits de l'homme, de partis politiques, de groupes de la société civile et d'individus. Très morcelée et profondément divisée, elle a connu, ces dernières années, quelques tentatives de fédérer plusieurs de ses composantes qui, toutes, ont avorté.

« Nouveau venu » sur la scène politique, Ribal al-Assad, cousin de Bachar al-Assad, mène, quant à lui, depuis quelques années, un combat pour la défense des droits de l'homme en Syrie au travers d'une approche originale. Encore méconnu au niveau international, ce jeune entrepreneur de 35 ans, qui dirige notamment ANN (Arab News Network) – une chaîne de télévision satellitaire basée à Londres – tente de promouvoir non seulement la démocratie en Syrie mais aussi une paix juste au Proche-Orient. Son émergence est probablement l'évènement le plus marquant de la vie de l'opposition depuis le début des années 2000.

A l'heure où la Syrie redouble d'efforts pour recouvrer une certaine légitimité sur la scène internationale et enregistre quelques succès notables, examinons donc, en détail, la situation réelle de la dissidence.

Bachar al-Assad : une opportunité manquée

A son arrivée au pouvoir en juillet 2000, Bachar al-Assad a brièvement suscité l'espoir en prononçant un discours inaugural qui se voulait – de prime abord – en rupture avec le passé. En effet, en évoquant la situation des droits de l'homme, en parlant de démocratie et de transparence, de nombreux Syriens ont voulu croire que leur nouveau président avait peut-

être l'étoffe sinon pour changer le régime à tout le moins pour assouplir les nombreuses restrictions en matière de libertés civiles.

Mais le « Printemps de Damas » sera court ! Certes, en novembre 2000, des Forums de discussion apparaissent, au sein desquels se retrouvent des intellectuels de diverses tendances. Ces réunions sont toutefois rapidement soumises à autorisation. Puis, on impose aux participants de n'aborder aucun débat politique et, finalement, ces forums seront purement et simplement interdits. Mais dans la foulée du « Printemps de Damas », le paysage politique syrien se diversifie, de nombreux partis politiques, cercles, associations tant de gauche que de tendance libérale fleurissent.

Au cours de l'été 2001, plusieurs vagues d'arrestations frappent les milieux dissidents. De nombreux hommes d'affaires influents convaincus que l'économie de marché avait besoin de liberté pour s'épanouir, et des intellectuels sont arrêtés. Jugés par la Cour suprême de la Sûreté de l'Etat ou par des tribunaux pénaux, ils sont condamnés à de longues peines de prison pour avoir cru aux promesses de « l'ouverture ».

La publication, en octobre 2005, de la "Déclaration de Damas" (*voir infra*) provoque une nouvelle série d'arrestations, suivie d'une autre en 2006.

En décembre 2007, l'opposition subit une troisième vague de répression : « *En Syrie, la marge de manœuvre des militants a considérablement diminué au cours des deux dernières années. Les récentes interpellations viennent simplement illustrer à quel point l'espace de liberté s'est réduit* »¹.

En 2008, Damas est sacrée capitale culturelle du monde arabe par l'UNESCO alors que de plus en plus de journalistes, d'écrivains, de poètes et d'artistes croupissent dans les geôles syriennes sans que cela ne suscite beaucoup d'émotions. Que du contraire, devrions-nous dire, puisqu'à cette époque, le président syrien est en train de "reconquérir" l'Occident. Et, dans son discours d'ouverture de chacune des célébrations organisées tout au long de l'année 2008, il n'hésite pas à déclarer que « *Damas est la capitale de la culture de résistance car elle symbolise la culture arabe – la culture de la liberté et de la défense de cette liberté* »² !

En définitive, le bilan de Bachar al-Assad, près de dix ans après son arrivée au pouvoir, est catastrophique. Les quelques timides initiatives dans le domaine des libertés ont été contrées et contrariées par les différents services de renseignement et de sécurité³. Certes, force est de

¹ Déclaration de Nadim Houry, chercheur pour la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de l'organisation Human Right Watch, lors d'un entretien avec Arab Press Network le 12 mars 2008 *in* <http://www.arabpressnetwork.org/articlesv2.php?id=1963&lang=fr>

² Sana, Syrian Arab News Agency, le 19 janvier 2008 *in* <http://www.sana.sy/print.html?sid=157103&newlang=fra&req=archive>

³ « Le contrôle absolu est encore renforcé par l'existence d'une véritable nébuleuse sécuritaire aux contours flous. Au moins cinq services de renseignement/sécurité se partagent la surveillance des Syriens : Al-Amn ad-dakhiliyya (Sécurité intérieure), Al-Amn al siyassi (Sécurité politique), Jama'at al-Mourtada (groupe de Mourtada), Quwwat Khassa (Forces spéciales), Saraya as-sira (Brigades de lutte). La plupart des missions confiées à ces organisations sont redondantes. Toutes s'occupent en effet, peu ou prou, de la récolte de renseignement et de « signaux faibles » laissant à penser que des forces politiques indépendantes émergent ou sont en train de s'organiser dans le pays. Cette concurrence, qui peut donner une grande impression de désordre, n'est anarchique qu'en apparence : elle permet au régime de ne pas dépendre, pour son information – et donc pour sa survie – d'une seule source de renseignement ou d'une seule agence. Ajoutons que deux organisations de renseignement militaire, le Shu'bat al-Mukhabarat al-Askariyya (Renseignement militaire proprement dit) et l'Idarat al-Mukhabarat al-Jawiyya (Renseignement des forces aériennes) sont elles aussi de puissants leviers d'actions contre toute opposition : la première a, entre autres, pour tâches de surveiller et de traquer l'opposition à l'étranger, tandis que le second – virtuellement le service de renseignement le plus puissant du pays, ceci étant dû au fait que feu le Président Hafez al-Assad était lui-même issu de l'armée de l'air – s'est fait une spécialité de la lutte contre les Islamistes. » *in* <http://www.atlantis.org/publications/articles/l'opposition-democratique-syrienne-s'organise/>

constater que les peines de prison infligées aux opposants politiques sont moins lourdes qu'auparavant mais les geôles syriennes abritent aujourd'hui plus de prisonniers politiques qu'au temps d'Hafez al-Assad !

L'opposition syrienne depuis les années 80

L'opposition syrienne est, de façon schématique, constituée de trois groupes :

- Les Frères musulmans et l'opposition islamiste.
- L'opposition kurde, particulièrement active en Europe.
- Le "reste" de l'opposition : un ensemble d'organisations dont les responsables sont soit des anciens du parti Baath, tels que l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam à la tête du NSF (*National Salvation Front*), ou encore de Farid Ghadry, un Américano-syrien – proche de l'ex-général libanais Michel Aoun – qui dirige le *Reform Party of Syria* (créé en 2001) et initie en 2003 le *Syrian Democratic Coalition*.

a. Les Frères musulmans et les islamistes

Les Frères musulmans ont longtemps été l'unique force d'opposition, violente, au régime d'Hafez al-Assad. A la fin des années 70, ils revendiquent de nombreux attentats qui font plusieurs centaines de morts. A la suite d'une tentative d'assassinat contre Hafez al-Assad, en juin 1980, un millier de prisonniers islamistes sont éliminés. Et, en février 1982, lorsqu'une insurrection éclate, sous la direction des Frères, dans la ville de Hama, sa répression fait plusieurs dizaines de milliers de victimes. Cet épisode met fin à l'activité islamiste et de violence terroriste des Frères musulmans en Syrie⁴.

Aujourd'hui, les Frères musulmans syriens suscitent tantôt la méfiance tantôt le rejet de bon nombre d'autres mouvements d'opposition bien qu'ils aient participé à l'aventure du NSF et adhéré à la "Déclaration de Damas", comme nous le verrons plus loin. Depuis sa mise au pas, l'affiliation à la confrérie en Syrie est théoriquement toujours passible de la peine de mort.

Basée à l'étranger, elle dispose néanmoins d'un soutien naturel auprès de la communauté arabe sunnite mais son influence est faible car désormais éloignée des préoccupations de la population. Elle a, par ailleurs, beaucoup souffert de dissidences internes et d'une répression permanente qui l'ont considérablement affaiblie. La branche syrienne des Frères musulmans s'organise et produit diverses publications au départ de Londres où son leader, Ali Sadreddin Bayanouni, a trouvé refuge après que la confrérie ait été bannie de Syrie.

De façon générale, le concept d'un Etat basé sur la charia ne rencontre que très peu d'écho favorable en Syrie, Etat laïc, comme l'était l'Irak de Saddam Hussein. Différents groupes islamistes (une petite dizaine à l'heure actuelle) – en rupture avec la confrérie – tels que celui d'al-Attar ou celui de Jaoud al-Saïd, tous deux signataires de la "Déclaration de Damas", tentent de faire leur place dans une opposition désormais morcelée en promouvant non pas l'instauration d'un Etat islamiste mais un modèle démocratique et des élections parlementaires. Seule exception, le Parti *Hezb al-Tahrir* (le Parti de la libération), une organisation radicale qui prône l'instauration d'un Etat islamiste mais refuse tout principe d'action violente.

« *L'opposition démocratique syrienne s'organise* », Claude Moniquet, le 17 novembre 2003, Atlantis Institute.

⁴ L'affaire de Hama aura une autre conséquence : c'est par le biais de réfugiés de cette ville qui se sont dispersés dans le monde que les Frères musulmans s'implanteront en Europe, au départ d'un foyer d'agitation installé à Aix-La-Chapelle et Cologne.

Outre sa grande faiblesse sur le terrain, le principal handicap de l'opposition islamiste est probablement d'être jugée peu fréquentable par la communauté internationale qui sait ce que valent les promesses des islamistes et reste sceptique face à l'évolution « démocratique » des héritiers des Frères musulmans.

Enfin, on ne peut ignorer qu'une grande partie des sympathisants des Frères musulmans ont été purement et simplement « recyclés » par le régime lui-même, soit dans des organisations palestiniennes radicales comme le Fatah al-Islam, soit dans des réseaux de soutien au djihad en Irak.

b. L'opposition kurde

Cette branche de l'opposition est particulièrement fractionnée et divisée. Elle compte en effet plus d'une dizaine de partis dont la plupart sont actifs soit dans la région kurde syrienne soit à l'étranger (Allemagne, Pays-bas, etc.). Parmi les principales composantes, citons notamment :

- le Front démocratique kurde (*al-jabha*), dirigé par Abdul Hamid Darwish, qui rassemble trois partis kurdes ;
- l'Alliance démocratique kurde en Syrie (*attakhafuf*) qui fédère quatre partis mais ne dispose pas de leader ;
- une petite alliance de trois partis indépendants -*Yekiti* (unité), *Azadi* (liberté) et le Mouvement du futur ;
- une quatrième composante qui s'est distanciée du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et qui regroupe le *Democratic Union Party* et le *Democratic Kurdistan Party*.

Les deux premiers groupes ont signé la 'Déclaration de Damas'. Notons également que plusieurs partis et organisations kurdes ont décidé de rejoindre la *Syrian Democratic Coalition* de Farid Ghadry.

Les partis kurdes revendiquent un militantisme pacifique et nourrissent – bien évidemment – l'espoir de libertés civiles plus importantes mais surtout celui – plus utopiste encore – d'une autonomie pour la région kurde. Les sempiternelles divisions qui minent l'opposition kurde, principalement dues à des rivalités entre ses leaders, empêchent l'émergence d'une plateforme unifiée et de revendications claires mais surtout communes.

Outre la division – poussée à un tel point que l'on peut parler de « nucléarisation » - l'opposition kurde souffre d'incarner un espoir irrédentiste dont la communauté internationale peut craindre qu'elle débouche sur des violences et sur une déstabilisation régionale. Elle obtiendra donc peu de soutien à l'étranger.

c. Le Rassemblement national démocratique

Fondé peu avant la disparition des Frères musulmans (1979), le Rassemblement national démocratique (RND) a longtemps constitué le seul cadre "organisé" de l'opposition syrienne. Le RND regroupe six partis d'opposition de gauche non reconnus par les autorités et, donc, illégaux. Il dispose de son propre site Internet qui diffuse en arabe des tracts, des documents et une revue. Plusieurs cadres des différents partis de cette coalition ont joué un rôle durant le « Printemps de Damas » dont, notamment, Riad Al Turk, figure de l'opposition syrienne et véritable cheville ouvrière de la "Déclaration de Damas".

Présent à l'intérieur des frontières syriennes, le RND pourrait sans doute jouer un rôle dans une transition vers la démocratie, mais il ne peut en être le fer de lance du fait de sa faiblesse et de son ancrage à gauche qui ne garantit pas la rupture avec le « socialisme d'Etat » qui a ruiné l'économie syrienne.

d. « La Déclaration de Damas pour le changement national démocratique »

En octobre 2005, une vingtaine de partis, organisations, formations et des personnalités arabes et kurdes d'obédiences politiques diverses se sont fédérés autour d'une plate-forme intitulée « Déclaration de Damas pour le changement national démocratique ». L'objectif était clair : aboutir à un changement de régime en vue d'instaurer un « Etat de droit ». Rejoints par les Frères musulmans, les signataires entendent instaurer « *pacifiquement, progressivement, par le dialogue, l'entente et la reconnaissance de l'autre, un régime démocratique (...)* »⁵.

La « Déclaration de Damas » est certainement le mouvement d'opposition le plus important car il a réussi à fédérer des Arabes, des Kurdes et même les Frères musulmans ! L'initiative a débouché sur la constitution d'un Conseil national en février 2006. Depuis, hormis quelques réunions et quelques déclarations et communiqués, la « Déclaration de Damas » n'a pas réussi à infléchir le régime et plusieurs de ses leaders ont été emprisonnés.

Cette coalition est probablement trop hétéroclite pour pouvoir impulser un changement réel et, surtout, pour gérer ce changement. L'inclusion des Frères musulmans dans le processus est assez inquiétant pour ceux qui se souviennent qu'avant la chute du Shah d'Iran, les islamistes firent mine de constituer un « front révolutionnaire » avec la gauche et les étudiants pour mieux supprimer toute opposition une fois au pouvoir.

e. Farid Ghadry et le *Reform Party of Syria*

C'est en grande pompe, lors d'une cérémonie organisée le 17 novembre 2003 au National Press Club de Washington en présence des correspondants de la presse américaine spécialisée, que Farid Ghadry annonce la création de la Coalition démocratique syrienne (*Syrian Democratic Coalition*, SDC). Ce mouvement voit le jour deux ans après la création du Parti de la réforme de Syrie (*Reform Party of Syria*, RPS) par le même Farid Ghadry et qui agrège, dès le début, différents groupuscules, des pro-kurdes en passant par les pro-chrétiens ou pro-sunnites, tous désireux de voir la fin du règne de la famille al-Assad.

Le *Syrian Democratic National Gathering* (SDNG), une organisation fondée en Syrie en 1986 et dirigée par Marwan Hammoud en Autriche, a finalement rejoint la coalition de Farid Ghadry en juillet 2006, suite à des désaccords au sein du NSF dont elle faisait partie. Le *Solidarity Council*, une organisation kurde basée en Syrie a, quant à elle, rejoint le SDC en 2006.

Le RPS dispose d'un site Internet qui dénonce en permanence les violations des droits de l'homme en Syrie. Son leader, Farid Ghadry, s'est mobilisé ces dernières années pour se positionner aux Etats-Unis, en Europe mais également en Israël. Il a en effet publié de nombreux articles dans la presse israélienne et a même visité la Knesset (le parlement israélien) en juin 2007, à l'invitation du président de la Commission des Affaires étrangères, le député Tzachi Hanegbi. Un « affront » au régime de Damas qui lui vaudra de perdre la nationalité syrienne, quelques semaines plus tard.

Si le RPS est bien organisé, force est de constater qu'il ne représente pas grand monde et que, dès lors, son influence et sa capacité de « nuisance » sur le régime syrien sont très limitées. De plus, Farid Ghadry - par ailleurs totalement acquis à la démocratie - apparaît comme « l'homme des Américains ». Le fait qu'il ait appuyé l'intervention américaine en Irak renforce évidemment cette image qui, au Moyen-Orient, aujourd'hui, n'est pas un gage de succès.

⁵ Le Monde, le 17 octobre 2005.

Enfin, les critiques répétées et sans concession qu'il réserve aux Alaouites, au pouvoir autour de Bachar al-Assad, inquiètent cette minorité.

f. L'échec du *National Salvation Front*

Au printemps 2006, après des années de spéculation sur l'avenir de l'opposition syrienne – longtemps affaiblie et divisée – l'initiative de l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam de réunir ses forces avec Ali Sadreddin Bayanouni (le leader des Frères musulmans) a suscité intérêt et espoir pour bon nombre de dissidents et d'opposants au régime de Bachar al-Assad. Il est vrai que le Front national du salut (*National Salvation Front*, NSF) se fixait comme objectif principal la mise sur pied d'un gouvernement de transition en Syrie. A l'issue des deux jours de réunions de travail qui ont abouti à la constitution du NSF à Bruxelles en mars 2006, un délégué déclarait que « *le rôle du NSF [était] d'être prêt à remplir le vide si le gouvernement Assad chut[ait]* »⁶.

Cette alliance improbable – voire contre nature – qui s'était déjà constituée en 2005 à l'occasion de la signature de la « Déclaration de Damas » est dissoute trois ans après la création du NSF sans susciter beaucoup d'émois ni en Syrie, ni à l'étranger où l'on s'était finalement rendu compte que tant l'opportunisme de Khaddam que sa soif de revanche ne permettraient pas au Front de remplir la difficile mission qu'il s'était assignée.

Il est vrai que la personnalité autour de laquelle s'est cristallisée cette union est, pour le moins, problématique. Abdel Halim Khaddam a été un fidèle de feu Hafez al-Assad durant de longues années et a, de ce fait, été perçu en Syrie comme un membre corrompu de la vieille garde. Nommé ministre des Affaires étrangères en 1970, il est promu vice-Premier ministre en 1974 et chargé d'un délicat dossier : le Liban. Il devient vice-président en 1984, poste qu'il occupera jusqu'après la mort d'Hafez al-Assad puisque c'est lui qui assure l'intérim et accompagne les « premiers pas » de Bachar à la présidence.

Progressivement écarté du dossier libanais, Abdel Halim Khaddam annonce finalement sa démission du poste de vice-président lors du congrès du parti Bath en juin 2005, rejoint l'opposition et quitte tranquillement la Syrie pour la France. On remarquera que son départ coïncide, curieusement, avec les débuts de l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri. En décembre de cette même année, le parlement syrien vote une motion pour qu'il soit « traduit en justice pour haute trahison » et ses avoirs sont gelés. Il est considéré par beaucoup comme un opportuniste et, par ses anciens camarades, comme un traître qui n'a jamais accepté d'être marginalisé au sein de l'*establishment*.

Même s'il a été soutenu par Paris – dont ce n'est pas la première erreur dans la région.... – Abdel Halim Khaddam est totalement discrédité : ayant été associé à tous les crimes et abus du régime pendant des décennies, il n'a aucun titre à incarner le changement auquel aspire la société syrienne.

g. Rifaat al-Assad, l'ex-successeur désigné

Rifaat al-Assad, le frère cadet de feu Hafez al-Assad et ancien vice-président, aurait normalement dû prendre sa succession à sa mort. Finalement, il n'en sera rien car, comme on le sait, la constitution a été modifiée au profit de Bachar al-Assad.

Rifaat al-Assad a longtemps travaillé aux côtés de son frère en y jouant un rôle prépondérant puisque c'est grâce à lui que Hafez al-Assad a réussi à prendre le pouvoir en 1970. Il a, par la suite, loyalement dirigé un pan important des services de sécurité et fut notamment le fondateur des *Saraya al-Difaa*, les « Compagnies de défense », sorte de garde rapprochée du

⁶ BBC News, le 17 mars 2006.

régime. Durant les décennies 70 et 80, il a œuvré notamment à renforcer le rôle et la place des femmes au sein de la société syrienne. Ainsi, il leur ouvrira la porte de l'armée et mènera une lutte sans répit contre les courants rétrogrades visant à l'asservir. Il a par ailleurs réussi à mettre au pas l'opposition islamiste des Frères musulmans, laquelle faisait montre d'une violence sans égale pour mener son combat politique.

En 84, les dissensions récurrentes et les dérives autoritaires de son frère le contraignent à s'exiler d'abord en France puis en Espagne. Rifaat al-Assad continuera néanmoins à entretenir d'excellentes relations avec les pays arabes, notamment avec l'Arabie saoudite où il jouit d'une relation privilégiée avec le Roi Abdallah, qu'il rencontre régulièrement, et d'un soutien à sa cause. En effet, dès le début de son exil, Rifaat al-Assad n'aura de cesse d'unifier l'opposition syrienne afin de proposer une alternative démocratique. Il peut, encore aujourd'hui, compter sur de nombreux soutiens en Syrie et à l'étranger où son pragmatisme et sa soif de réforme ont trouvé écho.

De plus, les nombreux soutiens qu'il a gardés au sein du corps des officiers et de la minorité alaouite assuraient qu'il aurait pu mener une transition sans heurt.

Mais Rifaat al-Assad n'a jamais pu convaincre des dirigeants occidentaux qui hésitaient, face à la Syrie, entre deux attitudes contradictoires mais également fausses : soit tolérer le régime et ses excès (donc, le soutenir de fait), soit l'ignorer totalement et se contenter de marginaliser un pays qui est malgré tout, qu'on le veuille ou non, une puissance régionale.

h. Ribal al-Assad : une autre voie pour promouvoir les droits de l'homme en Syrie ?

Président de ANN (Arab New Network, une chaîne satellitaire d'information continue créée la même année qu'al-Jazera qui diffuse ses programmes dans toute l'Europe et dans les pays arabes), Ribal al-Assad semble décidé à figurer parmi ceux qui mènent un combat pour la défense des droits de l'homme. Né en Syrie mais venu très jeune en Europe où il a été éduqué (principalement en France et en Grande-Bretagne), fils de Rifaat al-Assad (et donc cousin de l'actuel président), il passe désormais la majeure partie de son temps à militer pour le dialogue interconfessionnel entre les musulmans, les juifs et les chrétiens et à promouvoir les libertés en Syrie.

Le 4 février dernier, Ribal al-Assad était l'invité d'une conférence organisée à Londres par le Legatum Institute sur « *L'importation de la Démocratie en Syrie et au Proche-Orient et les dangers posés par l'Iran* ».

Au cours de son exposé, Ribal al-Assad n'a pas seulement dressé un bilan catastrophique de la situation des droits de l'homme en Syrie, il a également expliqué comment le régime intervenait dans le contrôle des médias, non seulement en Syrie mais également à l'étranger. Sa propre chaîne de télévision a été bloquée par les autorités syriennes – à l'instar de la BBC en persan dont la diffusion a été brouillée par le pouvoir dans le contexte des récentes manifestations à Téhéran.

Il a clairement appelé à la mise en place d'un processus de transition axé sur le pluralisme politique et a plaidé pour une réforme de la constitution qui garantirait la séparation des pouvoirs et la protection des minorités. Au plan international, il a apporté un soutien clair et sans ambiguïté aucune à la « Révolution verte » iranienne. Enfin, il a confirmé qu'il était favorable à une paix rapide et totale avec Israël, moyennant la restitution du plateau du Golan.

On notera que l'Organisation pour la démocratie et la liberté en Syrie (ODFS⁷), récemment créée par Ribal al-Assad, n'a pas vocation à être une plate-forme fédératrice, à l'instar du NSF ou du RPS : elle a pour objectif de dénoncer la tyrannie du régime de Damas en vue de l'amener, par le jeu des pressions internationales combinées à une mobilisation intérieure, à faire des concessions de plus en plus larges dans le domaine des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Ribal al-Assad est en effet persuadé que seul un lien civique fermement retissé permettra à la Syrie de retrouver l'union nationale et que cette union seule peut la protéger du destin que l'Irak voisin a connu.

En guise de conclusion

Les Frères musulmans ont longtemps assumés seuls – et avec violence – le rôle d'opposants au régime avant de disparaître tout aussi violemment. Depuis 2000, différentes plateformes organisées tant à l'étranger qu'en Syrie ont tenté, en vain – malgré le relatif succès de la "Déclaration de Damas" – de fédérer l'opposition en nourrissant l'utopique espoir de renverser le régime. Le NSF et le RPS ont échoué tous les deux. Le premier, vraisemblablement à cause de la personnalité sulfureuse de son leader, Adbel Halim Khaddam, devenu réformiste car marginalisé et à cause de son alliance "contre nature" avec les Frères musulmans. Le deuxième, parce qu'il ne dispose d'aucune base tangible en Syrie et parce que son opposition est presque exclusivement menée depuis les des Etats-Unis.

Pour réussir là où les autres ont échoué – et proposer une alternative crédible au régime de Bachar al-Assad – il faut notamment pouvoir démontrer sa capacité à rassembler des élites, réussir à trouver des appuis politiques internationaux crédibles et disposer d'une base solide de soutien en Syrie. A l'heure actuelle, aucune force d'opposition ne réunit toutes ces conditions et, nous l'avons souligné, la plupart d'entre elles souffrent de handicaps rédhibitoires.

Dans ce contexte, Ribal al-Assad introduit, incontestablement, plusieurs éléments nouveaux et intéressants.

Certes, il possède un handicap, celui « d'être de la famille ». Mais, paradoxalement, ce qui semble être un obstacle insurmontable peut se transformer en atout décisif. « Membre du clan », même s'il s'en est éloigné et ne se reconnaît par dans ses choix, Ribal al-Assad peut donc rassurer ceux qui, dans la minorité alaouite aujourd'hui au pouvoir, souhaitent le changement mais craignent de perdre le contrôle de cette évolution (le Moyen-Orient n'est pas tendre pour les minorités qui ne sont pas en position de se défendre). Ayant quitté la Syrie alors qu'il était encore un enfant, il n'a, par ailleurs, été associé à aucun crime ni aucun abus mais peut, en revanche, compter sur l'appui de ceux qui continuent à se revendiquer de son père, notamment dans les forces armées. Véritable « métis culturel », il est assez « oriental » pour comprendre l'âme syrienne et assez « européen » pour savoir ce que la communauté internationale attend de son pays. Mais aussi pour rassurer ceux qui souhaitent plus de démocratie.

Il ne pourra réussir seul, et il lui appartient de rassembler les énergies à l'intérieur et les soutiens à l'extérieur, mais son projet démocratique est crédible et de nature à séduire.

⁷ Organisation for Democracy and Freedom in Syria.

Encore faut-il que les Etats-Unis et l'Europe comprennent, d'une part, que la Syrie actuelle ne peut en aucun cas, malgré ses succès diplomatiques, être considérée comme un partenaire honnête et fiable – et qu'en lui apportant une nouvelle légitimité, on ne fait que cautionner une brutale dictature – et que, d'autre part, les grandes puissance ne cèdent pas à leurs vieux démons. Durant ces dernières décennies, Washington, Paris et Londres ont erré, dans cette région tourmentée, entre trois choix contradictoires mais aussi néfastes l'un que l'autre : le soutien aux dictatures, la confiance en l'islamisme « démocratique » et l'imposition du changement par la force. Il suffit de contempler aujourd'hui le spectacle tragique que nous offre le Moyen-Orient, des rives de la Méditerranée aux confins de l'Asie centrale, pour se convaincre que le moment pourrait être venu, enfin, d'oser une autre politique qui parierait sur une transition en douceur, la valorisation de l'humain et le respect des réalités locales dans la marche vers le progrès

Copyright © ESISC 2010